



West Africa Network for Peacebuilding

BUILDING RELATIONSHIPS FOR PEACE

Guinée: Un test pour le processus de transition

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Temps de diffusion: immédiat

Le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix observe avec préoccupation l'évolution récente du paysage politique en Guinée dans la perspective du second tour des élections présidentielles. La division au sein de la classe politique semble engouffrer le pays dans une lutte sans merci pour parvenir au pouvoir à tout prix. Cette situation est regrettable compte tenu du fait que la société civile et les acteurs politiques se sont unis dans un passé récent pour mettre fin à un régime militaire qui sévit dans le pays depuis l'indépendance en 1958. Ces sacrifices semblent perdre rapidement de leur valeur puisque les deux principaux partis politiques en compétition, à savoir le parti du professeur Alpha Condé du Rassemblement du peuple Guinéen (RPG) et celui de M. Cellou Dalein Diallo de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) s'affrontent pour avoir la main mise sur la Commission Electorale. Le tissu social et sa capacité à se remettre des conflits, phénomènes qui ont préservé l'unité du pays dans des conditions difficiles sont mis à rude épreuve à cause de la polarisation ethnique et des divisions régionales et politiques qui sont désormais à l'ordre du jour.

Ayant œuvré en étroite collaboration avec plusieurs parties prenantes en Guinée à travers des consultations et des sessions de renforcement des capacités ainsi que lors de l'observation des élections sous l'égide de la CEDEAO, WANEP apprécie les initiatives des différentes parties prenantes (le Gouvernement Intérimaire, la Société Civile, les Groupes Religieux, le Groupe international de contact sur la Guinée, la CEDEAO, l'Union Africaine, l'Organisation des Nations Unies, la Communauté Internationale et des Partenaires du développement, etc.) en vue d'assurer une issue pacifique et démocratique au processus de transition.

Les tensions croissantes, l'insécurité, les allégeances ethniques primordiales ainsi que l'impasse actuelle qui ont conduit au report du second tour des élections initialement prévu pour le 19 Septembre 2010 sont autant de signaux qui tirent sur la sonnette d'alarme et réclament un important effort d'intervention rapide de la part de plusieurs acteurs politiques et sociaux pour empêcher que la Guinée ne sombre dans la violence électorale. Nous soulignons l'urgente nécessité pour tous les acteurs concernés de conjuguer leurs efforts pour faire en sorte que la Guinée ne sombre pas dans des affrontements interethniques et dans la violence armée.

Dans le cadre de l'année de la paix 2010 en Afrique, les efforts des 53 États membres de l'UA pour la réalisation du slogan « *Agissons pour la Paix* » ainsi que les efforts de la CEDEAO, de l'ONU et de la Communauté Internationale pour faire régner la paix en Afrique doivent être renforcés tout en s'assurant que la pression locale et internationale est maintenue pour que se tienne en Guinée un processus électoral non violent, libre, équitable et transparent conformément aux normes internationales.

En tant que partenaire de la Société Civile dans la mise en œuvre du Mécanisme d'alerte précoce et de réaction rapide de la CEDEAO (ECOWARN) et en tant que membre de l'équipe de la paix et de la sécurité de l'Assemblée générale de l'ECOSOC de l'UA et ayant suivi les développements politiques en Guinée, WANEP recommande ce qui suit:

- Qu'une date convenable arrêtée grâce à des consultations et par consensus soit fixée pour le second tour des élections sans plus tarder.
- Que le Gouvernement Intérimaire assure et fasse preuve de neutralité dans la gestion des affaires relatives à ces élections.
- Que l'indépendance de la Commission Électorale ne soit pas compromise. L'on doit permettre à la Commission de remplir son mandat constitutionnel sans aucune forme d'ingérence externe ou interne.
- Bien que la représentation des partis politiques dans la Commission Électorale soit cruciale pour réinstaurer la confiance et continuer le processus en ce moment, les principaux membres de la Commission ne doivent pas être partisans.
- Les deux principaux partis politiques en course pour le pouvoir doivent faire preuve de retenue et respecter aussi bien les règles que les exigences pour la tenue d'élections démocratiques. Ce faisant, ces deux partis doivent faire confiance à l'institution chargée des élections et la soutenir plutôt que de la saper.
- La société civile doit continuer à sensibiliser la population à la non-violence active, à la paix, à l'unité et aux conséquences d'une politique basée sur l'appartenance ethnique.
- La CEDEAO, l'UA et la Communauté Internationale doivent continuer à fournir un appui technique et des ressources au processus tout en faisant pression pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel.
- La Sécurité doit être renforcée pendant et après les élections pour sauvegarder le matériel électoral et empêcher une escalade dans le conflit
- L'armée doit continuer à soutenir le processus démocratique et résister à toute tentation d'usurpation du pouvoir.

WANEP demeure résolument confiant en la capacité des autorités guinéennes à organiser des élections libres et équitables ; il s'engage à travailler avec toutes les parties concernées pour y parvenir.

Pour tous renseignements complémentaires sur ce communiqué de presse, veuillez contacter

- le Directeur exécutif de WANEP par email: wanep@wanep.org ou par téléphone: +233-302-775975/77 ou
- le coordonnateur du Réseau national de WANEP Guinée (kadouno_eugenie@yahoo.fr)

Accra, le 29 Septembre 2009